

« Pourquoi les salaires au-dessus du smic augmentent-ils si peu alors que le chômage baisse ? »

Gabriel Attal a employé quarante fois le mot « travail » dans sa déclaration de politique générale, sans répondre au souci d'amélioration de son contenu, pourtant au cœur des préoccupations des classes moyennes, constate, dans une tribune au « Monde », le politiste Bruno Palier.

Le discours de politique générale du premier ministre a montré combien les préoccupations des Français concernant leur travail sont au cœur du débat public. Le 30 janvier, Gabriel Attal a mentionné pas moins de quarante fois le mot « travail » ! De quoi a-t-il été question ? Désmicardiser, récompenser les efforts, « *que le travail paie mieux et toujours plus que l'inactivité* », inciter au travail en réduisant une nouvelle fois les allocations-chômage (suppression de l'allocation de solidarité spécifique, nouvelle modification des règles d'indemnisation si les comptes ne sont pas tenus). Mais est-ce que cela répond aux préoccupations des Français ?

Indéniablement, face à l'inflation, les Français souhaitent une augmentation de leur salaire, comme le montrent les nombreux sondages qui soulignent que le pouvoir d'achat est aujourd'hui une préoccupation centrale. Mais pourquoi les salaires n'augmentent-ils pas ? Le premier ministre reprend les analyses en matière de **trappes à bas salaires que les politiques d'exonérations de cotisations sociales ont créées. Les effets de seuil induits par cette politique n'incitent pas les employeurs à dépasser le smic.** Pour autant, il ne semble pas que Gabriel Attal ait annoncé la fin de ces politiques.

Pour les salaires plus élevés, il est peu probable que le premier ministre annonce des exonérations supplémentaires : leur efficacité en matière d'emploi est fortement remise en cause, notamment par le rapport des députés Marc Ferracci (Renaissance) et Jérôme Guedj (PS).

Pense-t-il sans le dire à une désindexation du smic, qui ferait augmenter le salaire minimum aussi lentement que le reste des salaires, et donnerait donc à ceux qui le touchent une marge relative de progression ? Car c'est bien là le nœud du problème qu'il n'aborde pas : **pourquoi les salaires au-dessus du smic augmentent-ils si peu, alors que le chômage baisse et que de nombreux métiers sont en tension ?**

Précarisation du travail

Ne faut-il pas expliquer ce paradoxe par les politiques de libéralisation du droit du travail, commencées au début des années 2000 et renforcées par les ordonnances de 2017, qui, avec leurs mesures sur les contrats courts, l'intérim et l'externalisation, destinées à créer des



emplois à moindre coût, réduisent la capacité de négociation des syndicats sur les enjeux salariaux ? Le maintien de salaires bas par la précarisation du travail est l'une des causes majeures de la stagnation des salaires. Or, comme le montre l'économiste [Pierre Courtioux](#), c'est bien de cette précarisation du travail dont souffrent les classes moyennes, surtout les moins aisées, que le premier ministre veut sauver des griffes du RN. Encore faudrait-il qu'il en comprenne les difficultés.

Les problèmes au travail ne sont pas que des problèmes de rémunération mais aussi de conditions, d'organisation et de reconnaissance, comme l'ont fait savoir les Français lors des mobilisations contre la réforme des retraites. Dans notre pays, [les risques physiques liés au travail sont supérieurs de 17 % à la moyenne européenne](#), les risques biochimiques de 13,8 %, l'intensité du travail de 4 %, et la qualité de l'environnement de travail, elle, est inférieure de 10 %, [comme le montrent la chercheuse Christine Erhel et ses collègues](#).

Les tensions sur le marché du travail augmentent depuis 2015. Ce phénomène s'accroît depuis le début des années 2020. Il s'explique parfois par un problème de qualifications, les employeurs ne trouvant pas suffisamment de personnes formées aux compétences requises, notamment dans l'industrie, l'informatique et les télécommunications, mais il touche principalement des secteurs dont les conditions de travail et de rémunération ne sont pas attractives. Au 1^{er} janvier 2023, [la Dares](#) (direction du ministère chargée des questions du travail et de l'emploi) montre que les secteurs où les entreprises déclarent rencontrer le plus de difficultés de recrutement sont la construction, l'hébergement et la restauration, l'agroalimentaire, la fabrication de biens d'équipement et les transports et entreposage, où les niveaux de rémunération sont également souvent faibles et les conditions de travail difficiles.

Rendre ces secteurs attractifs, en augmentant les salaires et en améliorant les conditions de travail, ne serait-il pas la solution ? Dans son discours, le premier ministre a fait une seule allusion aux conditions de travail et à son organisation (pour les horaires des personnes du ménage, où cela constitue un problème majeur). Or, ce n'est pas en réduisant les prestations des chômeurs que l'on rendra le travail désirable, mais en améliorant sa rémunération et ses conditions.

Le bien-être au second plan

Alors que le premier ministre ne veut pas d'une « *écologie punitive* » mais d'une « *écologie populaire* », en revanche, sur le travail, il semble s'en tenir au volet coercitif des politiques d'emploi, sans aborder les aspects positifs qui rendraient le travail plus attractif et plus productif. De nombreux travaux de recherche montrent quelles sont les sources du bien-être au travail : la qualité des relations humaines, l'autonomie, la sécurité de l'emploi, l'équilibre entre vie personnelle et professionnelle, le développement continu des compétences et les perspectives de progression, la participation aux décisions concernant le travail mais aussi son organisation.

Certaines formes d'organisation, comme l'« *entreprise libérée* », encouragent l'innovation, la performance et la durabilité des entreprises, tout en réduisant les risques psychosociaux et les cadences de travail élevées. Mais parce que les stratégies gouvernementales et des entreprises restent concentrées sur la réduction du coût du travail et l'optimisation par les délocalisations et la sous-traitance, le bien-être des travailleurs passe au second plan. Or, en abordant ces sujets, le gouvernement parlerait sans doute mieux aux classes moyennes qui travaillent, et la productivité qualitative de l'économie française s'en trouverait améliorée.

Bruno Palier, chercheur à Sciences Po, coordinateur de « Que sait-on du travail ? » (Presses de Sciences Po, 2023).